

44 o/o des voix aux partis ouvriers — PS alémanique 30,4 o/o; PS romand 10,5 o/o; LMR-la Brèche 1,6 o/o; POCH 1,5 o/o —, majorité absolue des socialistes au conseil municipal (exécutif). Pour la première fois en Suisse, le PSO (ex-LMR) entre dans un parlement. Tels sont les résultats essentiels des élections biennoises qui se sont déroulées les 15/16 novembre.

le soutien au boycott du cours ménager).

en détail car c'est la première fois depuis bien des années qu'une députée va développer dans un parlement une politique révolutionnaire. correspondant Bienne

Les résultats de la LMR - la Brèche

1,6 o/o au législatif, 1,7 o/o au Conseil municipal permanent, 1,9 o/o au non-permanent (malgré, dans le cas de l'exécutif, la pression à voter socialiste pour voter utile) voilà des résultats importants et significatifs de la volonté de travailleurs de faire de Bienne "une véritable commune au service des travailleurs". L'entrée du PSO au législatif est le résultat du poids réel de la section biennoise du PSO dans le monde ouvrier, dans les syndicats, sur les lieux de travail. Notre parti double en effet ses voix par rapport à 1976 (6 011 voix en 1976 contre 12 551 aujourd'hui), devançant même les POCH qui avaient pourtant déjà un élu durant la dernière législature. Nos candidats ont reçu massivement des voix sur les listes socialistes alémaniques et romandes. La présence de notre camarade Sylviane Zulauf au législatif renforcera sans aucun doute encore l'écho des propositions politiques que le PSO met en avant quotidiennement dans ses activités. Nous y reviendrons plus

RESULTATS au Conseil de ville (législatif) : 60 membres

	Voix en pourcent	sièges
SP (alémanique)	30,4 o/o	19
PSR (romand)	10,5 o/o	6
LMR - la Brèche	1,6 o/o	1
POCH	1,5 o/o	1
Entente biennoise	13 o/o	8
Parti radical alémanique	17 o/o	10
Parti radical romand	10,2 o/o	6
autres partis bourgeois (UDC, PDC, EVP, Alliance des Indépendants)	15,8 o/o	9

Elections biennoises :

MAJORITE SOCIALISTE A L'EXECUTIF, LE PSO ENTRE AU CONSEIL DE VILLE

La défaite de l'Entente biennoise

Depuis 4 ans la ville de Bienne était gérée par une majorité socialiste / Entente biennoise. L'Entente biennoise, en perdant son siège à l'exécutif et en passant de 12 à 8 sièges au législatif, est la grande perdante de ces élections. Cet échec, c'est celui d'un parti caméléon qui cherchait à constituer une soixante-troisième force, entre la gauche et la droite, et qui se référait, dans sa propagande, au rôle des libéraux allemands. Dans une période de crise comme la traverse la région horlogère, il est particulièrement illusoire de vouloir mettre dans le même sac la défense des intérêts des salariés et du patronat. Et cette campagne électorale a ouvert les yeux à bon nombre de travailleurs sur le caractère bourgeois de ce parti, de ses candidats de pointe

et de sa politique malgré les moyens énormes investis pour faire une campagne à l'américaine. Une partie de l'électorat de l'Entente a voté en conséquence socialiste et une autre partie s'est abstenue. D'où l'avance socialiste de 3 sièges au Conseil de ville, malgré la baisse du taux de participation. L'Entente biennoise paie également le fait qu'ayant été associée directement à la gestion de la ville lors de la dernière législature, elle ne pouvait que très difficilement se donner une image de "parti des mécontents" et se voyait réclamer des comptes pour sa gestion.

Poussée à gauche

La poussée à gauche se marque essentiellement dans la majorité socialiste à l'exécutif et le gain de 4 sièges pour les partis ouvriers au législatif. Elle est le fruit d'une polarisation croissante entre le camp

des partis ouvriers et celui des partis bourgeois. Elle marque également une radicalisation d'un certain nombre de travailleurs qui ont exprimé leur volonté de changement et d'action en élisant un socialiste de gauche, R. Glas, au Conseil municipal et une députée du PSO au législatif. Bienne rouge est à l'ordre du jour, et les socialistes ne pourront plus se réfugier derrière les impératifs d'une coalition avec l'Entente biennoise pour justifier leur politique de gestion — menée fort bourgeoisement jusqu'à maintenant — et la timidité de leurs réalisations sociales. Car ces gains électoraux des partis ouvriers sont aussi l'expression très nette des mobilisations qui ont touché de larges couches de la population ces derniers mois dans la métropole horlogère (manifestations des travailleurs horlogers pour le réajustement, contre le licenciement de M. Perret, pour



Election au Conseil d'Etat genevois :

GOUVERNER AVEC LES BOURGEOIS ?

Le 14 décembre, un siège du Conseil d'Etat sera à repouvoir. Le socialiste Willy Donzé a en effet démissionné et le Parti Socialiste, avec cette élection avant terme (les élections cantonales ont lieu en automne 1981), compte reconduire à la sauvette la coalition gouvernementale de deux socialistes dans un gouvernement à majorité bourgeoise. Le PSO a décidé de présenter une candidature qui rompe avec la logique de la collaboration de classe : celle de Claire Magnin, infirmière, responsable syndicale VPOD dans les hôpitaux genevois, qui peut d'autant mieux tirer le bilan de la participation du PS au gouvernement que son ancien patron était Willy Donzé lui-même. Nous publions ci-dessous la lettre que le PSO a envoyée au Parti Socialiste Genevois pour expliquer le sens de sa candidature.

Reste qu'au cas où un candidat bourgeois se présenterait (et nous apprenons en dernière minute que Vigilance va le faire), le PSO se retirerait au profit d'une campagne unitaire contre la droite.

Chers camarades,

Cette lettre a pour objet de vous informer des motifs qui ont amené notre parti à présenter une candidature à l'élection complémentaire du 14 décembre prochain au Conseil d'Etat.

Cette élection aura pour objectif immédiat de reconduire la formule de coalition gouvernementale de deux socialistes dans un Conseil d'Etat à majorité bourgeoise. Or nous pensons que le mouvement ouvrier devrait avancer une autre réponse à la majorité bourgeoise, indépendante de celle-ci et de ses parts.

Durant les années de prospérité économique, le Parti Socialiste a toujours prétendu que sa participation aux gouvernements permettrait d'en influencer la politique dans le sens des intérêts des travailleurs. Aujourd'hui, alors que les difficultés économiques et politiques s'accroissent pour le capitalisme et que les partis bourgeois imposent coup

sur coup des mesures d'austérité aux salariés, cette participation apparaît ouvertement pour ce qu'elle est : une caution à cette politique d'austérité, présentée comme "inévitabile" pour sauvegarder la gestion de l'Etat. N'est-ce pas le Conseiller fédéral Ritschard qui défend les programmes d'économies après avoir soutenu le programme nucléaire ? N'est-ce pas le Conseiller d'Etat Willy Donzé qui a couvert les coupes sombres dans le budget de la Prévoyance Sociale (tarifs hospitaliers, blocage des effectifs, alors que le personnel et les syndicats demandent leur augmentation et la semaine de 40 heures) ? Certes, de cas en cas, le Parti Socialiste a dû prendre ses distances envers de telles mesures. Mais même lorsqu'il s'oppose — ce qui reste rare — il agit en parti responsable de la gestion gouvernementale (où la majorité bourgeoise dicte ses volontés) et non en parti responsable de la défense prioritaire des intérêts des travailleurs.

Que doit-on en conclure ? Que la participation socialiste au gouvernement n'a pas modifié la politique de la bourgeoisie mais simplement

conduit à la faire gérer par des représentants du mouvement ouvrier.

La conséquence la plus grave de cette politique est qu'elle crée un terrain favorable au découragement et à la désorientation chez les travailleurs. Elle sème l'illusion que des réformes vont pouvoir être conquises avec le patronat et le gouvernement bourgeois, dans le respect "mutuel" de la paix sociale, au moment où ces derniers contestent les acquis des conventions collectives (horlogerie, typographie), multiplient les divisions entre salariés (maintien du statut de saisonnier), sabrent les budgets sociaux, refusent toute diminution du temps de travail. Au lieu de préparer une riposte unitaire des travailleurs à ces pressions patronales, de renforcer les syndicats, de surmonter les divisions entre les salariés, le Parti Socialiste veut faire croire que sa présence au gouvernement permettra "d'éviter le pire" alors que des attaques plus graves encore se préparent.

Les acquis gagnés par les travailleurs ces dernières années ont été au contraire le fruit de leur action indépendante et résolue qui, à chaque fois, s'est heurtée à l'opposition du Conseil d'Etat. Vous n'avez certainement pas oublié comment ont été obtenues les 42 heures dans la fonction publique, les 40 heures dans la typographie. La récente lutte du BUCAS, qui n'a eu gain de cause que par la grève, en est une nouvelle preuve.

Ceci dit, nous ne pensons pas qu'il faille laisser le gouvernement aux partis bourgeois. A la cogestion avec ceux-ci, il existe une alternative :

celle d'un Conseil d'Etat formé par les organisations ouvrières, qui ait pour objectif d'appliquer les revendications prioritaires des travailleurs sans se lier les mains à des secteurs de la bourgeoisie.

Irréaliste, direz-vous ? La gauche remporte 40 o/o des suffrages et ne pourrait se débarrasser de la droite au Conseil d'Etat ?

Nous pensons que si les salariés genevois, qui forment la majorité de la population, n'ont pas encore donné une nette majorité électorale au mouvement ouvrier, c'est qu'ils n'ont pas trouvé en lui une perspective politique qui les convainque et les stimule. De même, sur les lieux de travail, en l'absence d'actions collectives décidées, ils n'ont guère développé l'expérience de leur force réelle. Démobilisation dans l'action syndicale, sur les lieux de travail et abstentionnisme dans les confrontations politiques, tels sont les deux piliers de la majorité de droite au Conseil d'Etat, que la collaboration du Parti Socialiste a contribué à conforter au lieu de la combattre.

La lutte du BUCAS, celle en cours chez les typographes, dans l'horlogerie ou la fonction publique montrent cependant qu'une riposte est possible. Mais l'expectative règne, chez les travailleurs, quant au débouché politique de leurs actions. Un gouvernement de gauche homogène en 1981 deviendrait un objectif crédible si les organisations ouvrières s'engageaient, dès aujourd'hui, à lutter sans compromis pour la satisfaction des aspirations des travailleurs. D'une part, en revendiquant un Conseil d'Etat des organisations ouvrières — et en

affirmant ne pas se soumettre à la collaboration avec des partis bourgeois, PDC compris. D'autre part et simultanément, en organisant un front uni des salariés et de leurs organisations pour imposer les 40 heures sans baisse de salaire et avec hausse correspondante des effectifs, la défense de toutes les places de travail, les droits égaux pour femmes et hommes, les droits politiques et sociaux pour les travailleurs immigrés, l'ouverture d'ateliers publics garantissant une formation professionnelle qualifiée et un recyclage, une fiscalité sociale pour dégrader les ressources destinées aux dépenses sociales.

Nous voulons débattre de ces problèmes devant tous les travailleurs et c'est pourquoi nous présentons une candidature à l'élection du 14 décembre. Nous souhaitons aussi pouvoir en débattre avec votre candidat lors d'un meeting organisé en commun.

Cependant, si l'un des partis bourgeois se présentait contre le vôtre, nous sommes prêts à retirer notre candidature. Car il s'agirait alors d'une claire intention de la bourgeoisie de rassembler des voix pour des mesures d'austérité plus accentuées contre tous les salariés. Autant nous sommes convaincus que deux Conseillers d'Etat socialistes ne peuvent s'y opposer, autant un refus massif et uni des travailleurs d'une telle candidature bourgeoise contribuerait à donner confiance aux salariés qu'ils ont la force de combattre la politique d'austérité bourgeoise.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR)